




Informations de base	
<b>2019/2068(DEC)</b> DEC - Procédure de décharge	Procédure terminée
Décharge 2018 : Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA)	
<b>Subject</b> 8.70.03.08 Décharge 2018	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond		Rapporteur(e)
	<div>CONT</div> Contrôle budgétaire		CZARNECKI Ryszard (ECR)
			Rapporteur(e) fictif/fictive NOVAKOV Andrey (EPP) WOLTERS Lara (S&D) STRUGARIU Ramona (Renew) EICKHOUT Bas (Greens /EFA) KUHS Joachim (ID) OMARJEE Younous (GUE /NGL)
	Commission pour avis		Rapporteur(e) pour avis
	<div>LIBE</div> Libertés civiles, justice et affaires intérieures		METSOLA Roberta (EPP)
Commission européenne	DG de la Commission	Commissaire	
	Budget	OETTINGER Günther	

Evénements clés			
Date	Evénement	Référence	Résumé
27/06/2019	Publication du document de base non-législatif	COM(2019)0316 	

18/09/2019	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
19/02/2020	Vote en commission		
03/03/2020	Dépôt du rapport de la commission	<a href="#">A9-0070/2020</a>	
13/05/2020	Décision du Parlement	<a href="#">T9-0115/2020</a>	Résumé
13/05/2020	Résultat du vote au parlement		
13/05/2020	Fin de la procédure au Parlement		
14/05/2020	Résultat du vote au parlement		
11/12/2020	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2019/2068(DEC)
Type de procédure	DEC - Procédure de décharge
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	CONT/9/00861

Portail de documentation


Parlement Européen

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		<a href="#">PE639.879</a>	06/12/2019	
Avis de la commission	<div>LIBE</div>	<a href="#">PE643.087</a>	29/01/2020	
Amendements déposés en commission		<a href="#">PE645.055</a>	31/01/2020	
Rapport déposé de la commission, lecture unique		<a href="#">A9-0070/2020</a>	03/03/2020	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		<a href="#">T9-0115/2020</a>	13/05/2020	<a href="#">Résumé</a>

Conseil de l'Union

Type de document	Référence	Date	Résumé
Document de base non législatif complémentaire	<a href="#">05761/2020</a>	06/02/2020	

Commission Européenne

Type de document	Référence	Date	Résumé
Document de base non législatif	<div>COM(2019)0316</div> <div></div>	27/06/2019	

Acte final
------------

# Décharge 2018 : Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA)

2019/2068(DEC) - 13/05/2020 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a décidé de donner décharge au directeur de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA) pour l'exercice 2017 et d'approuver la clôture des comptes de l'exercice en question.

Constatant que la Cour des comptes a déclaré avoir obtenu une assurance raisonnable que les comptes annuels de l'Agence pour l'exercice 2017 sont fiables et que les opérations sous-jacentes sont légales et régulières, le Parlement a adopté par 460 voix pour, 225 contre et 7 abstentions, une résolution contenant une série de recommandations qui font partie intégrante de la décision de décharge et qui complètent les recommandations générales figurant dans la [résolution](#) sur la performance, la gestion financière et le contrôle des agences de l'UE.

## ***États financiers de l'Agence***

Le budget final de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne pour l'exercice 2018 s'élevait à 22.960.429 EUR, soit une légère augmentation de 0,47 % par rapport à 2017.

## ***Gestion budgétaire et financière***

Les efforts de suivi budgétaire au cours de l'exercice 2018 ont abouti à un taux d'exécution budgétaire de 100 %, le même qu'en 2017. Le taux d'exécution des crédits de paiement a été faible, à 76,20 %, ce qui représente une légère augmentation de 4,09 % par rapport à 2017.

Le Parlement a noté que, selon le rapport de la Cour, les reports de crédits engagés étaient élevés pour les dépenses opérationnelles, principalement en raison de la nature des activités qui comprennent le financement d'études s'étendant sur plusieurs mois et souvent au-delà de la fin de l'exercice. L'Agence a mis en place des procédures de planification pour contrôler les retards inévitables entre la signature des contrats, les livraisons et les paiements. Selon le Parlement, la planification budgétaire devrait être améliorée.

## ***Autres observations***

Les députés ont également fait une série d'observations concernant les performances, la passation des marchés, les conflits d'intérêts et les contrôles internes.

En particulier, ils ont noté que :

- en 2018, une nouvelle unité opérationnelle a été créée pour renforcer la coopération interservices sur les projets et améliorer la capacité de réponse en temps réel;
- une étude de faisabilité devrait être menée afin d'évaluer la possibilité de mettre en place, au minimum, des synergies communes avec l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (EIGE), voire de les fusionner complètement;
- l'Agence est encouragée à intensifier sa coopération avec les organisations internationales, telles que le Conseil de l'Europe et les Nations unies, afin de trouver et d'utiliser des synergies, chaque fois que cela est possible;
- au 31 décembre 2018, le tableau des effectifs était pourvu à 98,61 %, avec 71 agents temporaires nommés sur les 72 agents temporaires autorisés au titre du budget de l'Union;
- l'Agence a achevé une révision de la stratégie antifraude, qui a été adoptée lors d'une réunion du conseil d'administration en décembre 2018 et complétée par un plan d'action spécifique;
- le périmètre des compétences de l'Agence devrait s'étendre à tous les droits protégés en vertu de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, pour comprendre notamment les questions de coopération policière et judiciaire en matière pénale, et que l'Agence devrait être en mesure d'émettre des avis sur des propositions législatives de sa propre initiative.